



ACTED

RAPPORT EVALUATION RAPIDE MULTISECTORIELLE



GRUPE DE DISCUSSION DANS LE VILLAGE DE TIN ABAW

ACTED au Mali
BP E 985 rue 240 porte 111
Quartier hippodrome,
Bamako, Mali
Tel +223 73 58 40 48
E-mail: mali@acted.org

ACTED Siège
33, rue Godot de Mauroy
75009 Paris, France
Tel +33 1 42 65 33 33
Fax +33 1 42 65 33 46
E-mail: paris@acted.org
Site web: www.acted.org

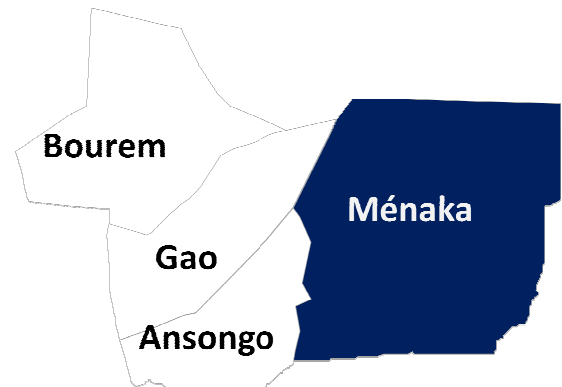
COMMUNE DE MENAKA

EVALUATIONS RAPIDES DU 04 AU 10 FEVRIER 2013

1. CADRE DE L'ENQUETE

Contexte et objectifs de l'évaluation rapide

La commune de Ménaka, se situe dans le cercle de Ménaka (région de Gao) au nord du Mali, à 1500 km de Bamako. La ville de Ménaka et ses environs ont été le théâtre de violences, notamment depuis le 17 janvier 2012 avec l'attaque de camps militaires maliens dans la ville de Ménaka par les combattants du MNLA et par le groupe islamiste MUJAO. Beaucoup d'habitants ont depuis quitté la zone et se sont réfugiés dans des villages et camps de fortune, mais aussi dans des camps de réfugiés comme celui d'Abala au Niger. **La commune de Ménaka n'a pas souffert de destructions récentes. Elle n'en reste pas moins vulnérable car victime du manque de présence gouvernementale et d'actions humanitaires limitées depuis plusieurs mois.**



Les cercles administratifs de la région de Gao

Du 4 au 10 Février 2013, ACTED, a envoyé une équipe d'évaluation dans cette zone afin de **mettre à jour les informations disponibles¹ sur les dégâts causés par les affrontements ainsi que sur l'accessibilité aux services de base et aux marchés et, dans un second temps, évaluer les conséquences du conflit/occupation sur les moyens d'existence et les capacités de production des ménages de la zone.** En collaboration avec le programme REACH², l'équipe d'évaluation a procédé à la géo-localisation de plusieurs infrastructures publiques et administratives (notamment dans la ville de Ménaka), un travail qui permettra de cartographier rapidement les zones les plus touchées en fonction des degrés de destruction.

Méthodologie utilisée et zone couverte par l'évaluation rapide

- L'objectif de cette évaluation rapide était de **collecter des informations clés sur les dégâts causés par les affrontements et l'occupation, l'accessibilité aux services de base et aux marchés ainsi que d'évaluer les conséquences du conflit/occupation sur les moyens d'existence et les capacités de production des ménages de la zone de Ménaka.**
- L'enquête s'est déroulée dans 6 localités : la ville de Ménaka, deux villages au sud-ouest (*Tin Abaw* et *Inkriguiya*), deux villages au sud (*Ingouass* et *Essailal*) et un village au sud-est (*Anouzégren*).
- L'évaluation s'est déroulée en plusieurs phases. Tout d'abord, l'équipe d'ACTED s'est entretenue avec les représentants des autorités locales du cercle et de la commune de Ménaka, services techniques, ainsi que des organisations non gouvernementales afin d'identifier les zones les plus touchées.
 - Par la suite, 8 focus groups auprès de 6 représentants de ménages (en moyenne) ont ensuite été réalisés dans la ville de Ménaka (3 focus groups) ainsi que dans les villages visités de la commune de Ménaka (1 focus group par village), suivis par des discussions individuelles (chefs religieux, commerçants et grossistes, etc.), des diagnostics visuels des écoles et centres de santé.
 - Des enquêtes auprès de 60 ménages ont également été réalisées à l'aide d'un questionnaire semi-structuré.
 - Il convient de souligner que le choix des villages à visiter lors de l'enquête a été influencé par les informations recueillies auprès des autorités locales et organisations non gouvernementales tout en tenant compte des conditions sécuritaires et des possibilités limitées de déplacement sur la zone.

¹ ACTED avait mené une enquête multisectorielle en mai 2012 dans la même zone ayant permis d'évaluer la vulnérabilité des ménages du cercle de Ménaka avec une attention particulière portée à la sécurité alimentaire, à l'eau, l'hygiène et l'assainissement et à l'accès aux services de base (santé et éducation) afin de déterminer les zones d'intervention et les activités d'urgence prioritaires de nature à répondre le mieux aux besoins des populations affectées par la crise dans les zones ciblées.

² Pour plus de détails : <http://www.reach-initiative.org/>

2. RESULTATS PRELIMINAIRES

Etat des infrastructures communautaires et publiques

Au total, dans le cadre de cette évaluation, **36 infrastructures communautaires et publiques** qui étaient soit endommagées, détruites, ou fonctionnelles ont été géo-référencées dans la ville de Ménaka et 6 villages dans la zone périphériques. Les informations recueillies au niveau des services techniques sur place (services de l'hydraulique, l'élevage, la météo, l'agriculture, les eaux et forêts), ont permis de constater l'ampleur des dégâts, des pillages et autres dégradations. De façon globale, la plupart des services déconcentrés, les écoles et les centres de santé ont subis des pillages et/ou des dégradations.

✓ Ecoles diagnostiquées dans la zone ciblée

Au total, 7 écoles dans le cadre de cette évaluation ont été visitées :

- 3 écoles dans la ville de Ménaka (2 écoles publiques et une école *Medersa*)
- une école *Medersa* dans le village d'Ingouass ;
- une école publique dans le village d'Inkiriguiya ;
- une école publique dans le village d'Anouzégren.

Parmi ces 7 écoles visitées, **5 ont connu des dommages suite à l'occupation des différents groupes armés** (l'école d'Intitaliwene, l'école de Ménaka 1 et le centre IBN ADDN de la ville de Ménaka ainsi que les écoles des villages d'Anouzégren et d'Inkiriguiya). Les dommages les plus visibles répertoriés sont surtout les destructions des tables, des bancs et du matériel didactique, des fissures aux murs et des dégâts sur les toits. **Seulement 3 écoles sur 7 continuaient de fonctionner au moment de l'évaluation (4-10 Février 2012)**. Il convient de souligner que l'école d'Intitaliwene dans la ville de Ménaka a changé de site afin d'être en mesure de fonctionner à nouveau.

2 des écoles visitées avaient accès à l'eau courante et à de l'eau potable au moment de l'évaluation (centre IBN ADDN et l'école d'inkiriguiya), contre 4 avant la crise. **Aucune école ne dispose de lave-mains ni de blocs de savon à l'heure actuelle.**



De gauche à droite : Porte d'une salle de classe endommagée de l'école maternelle (Ménaka), tables et matériels didactiques du lycée de Ménaka endommagés

✓ Infrastructures médicales diagnostiquées (CS REF de la ville de Ménaka et CS COM d'Anouzégren)

Deux centres de santé ont été endommagés : le Centre de Santé de Référence (CS REF) de Ménaka et le Centre de Santé Communautaire (CS COM) d'Anouzégren.

Au moment de l'évaluation, les deux centres de santé n'étaient plus équipés pour délivrer le Paquet Minimum d'Activité (PMA). **Il convient de souligner que le CS REF de Ménaka bénéficie du soutien de l'ONG Médecin du Monde Belgique (MDM-B). A la date du rapport, le CS REF a été réhabilité et délivre actuellement le PMA.**

Le centre de santé d'Anouzégren n'est quant à lui plus équipé en électricité car les panneaux solaires ont été endommagés et ne dispose présentement pas de latrines fonctionnelles. Selon le responsable du système d'information sanitaire



du CS REF de Ménaka, les incinérateurs et les poubelles du CS COM ont été détruites. **Ce centre ne dispose pas non plus d'un accès à l'eau courante, à l'eau potable, ou à des intrants nutritionnels.**

✓ **Autres infrastructures diagnostiquées (bâtiments des services déconcentrés ou administratifs)**

La plupart des services publics visités ont connu des pillages, des vols suite à l'occupation des groupes armés. Les dégâts matériels les plus visibles comportent la destruction de portes et fenêtres, des fissures aux murs.

19 bâtiments administratifs ont ainsi été endommagés : le camp militaire, le camp de garde, le conseil du cercle, la Mairie, la caisse de la retraite, l'élevage, le service de l'hydraulique, les eaux et forêts, la radio rurale, le campement du cercle, les bureaux de l'agriculture, la perception, la poste, la bibliothèque, la gendarmerie, le centre d'animation pédagogique, etc.



De gauche à droite : Conseil du cercle de Ménaka (1^{ère} photo et 2^{ème} photo à gauche) et ministère de l'élevage à Ménaka

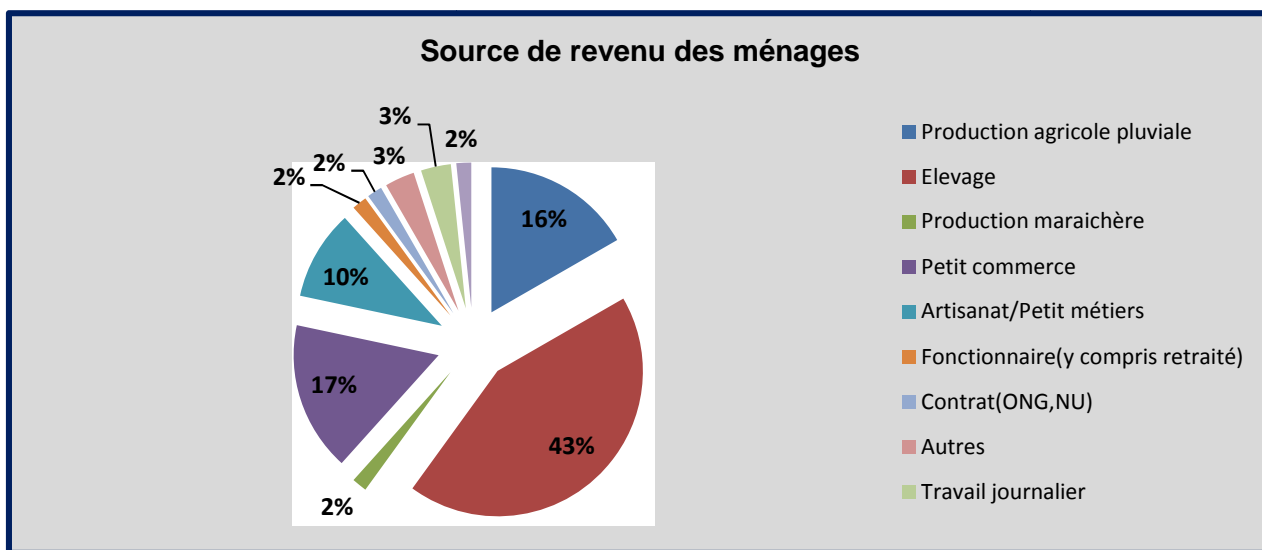
Economie du ménage et état des marchés

Pour la plupart des ménages, on note un accès physique à au moins 1 marché pendant toute l'année. Cependant, dans 92% des cas, les ménages indiquent qu'il n'y a plus d'approvisionnement au niveau des marchés, ce qui expliquerait, selon 87% des ménages, l'augmentation des prix des denrées alimentaires (voir tableau ci-dessous). A titre d'exemple, **le prix de la viande de volaille est estimé en moyenne par les personnes enquêtées (dans les différents villages) à 2615 FCFA contre 1886 FCFA l'année dernière à la même période, soit une augmentation de 39% en l'espace de 12 mois.** Le riz a aussi connu également une forte hausse, car son prix a connu une hausse de **36% en l'espace de 12 mois.**

Les prix des céréales tels que le mil et le sorgho, ont connu une augmentation un peu plus atténuée (ces prix ont connu un peu moins de 25% d'augmentation au cours de l'année).

Denrées alimentaires	Prix de l'année dernière à la même période en FCFA (Février 2012)	Prix moyen au moment de l'évaluation en FCFA (Février 2013)	Différence moyenne de prix en FCFA sur les 12 derniers mois	Evolution des prix
Riz	366	498	131	+36%
Mil/Sorgho	277	341	64	+23%
Arachide	675	850	175	+26%
Haricot	347	413	66	+19%
Huile	883	1045	162	+ 18%
Sucre	518	624	106	+20%
Lait	2350	3005	655	+28%
Viande/Volaille	1886	2615	729	+39%
Viande/Mouton	2096	2350	254	+ 12%

La première source de revenu la plus citée par les ménages enquêtés dans la zone de Ménaka est l'élevage (43%), suivi du petit commerce (17%) et de la production agricole pluviale (16%). Vient ensuite, l'artisanat qui ne constitue une source de revenu que pour 10% des ménages enquêtés.

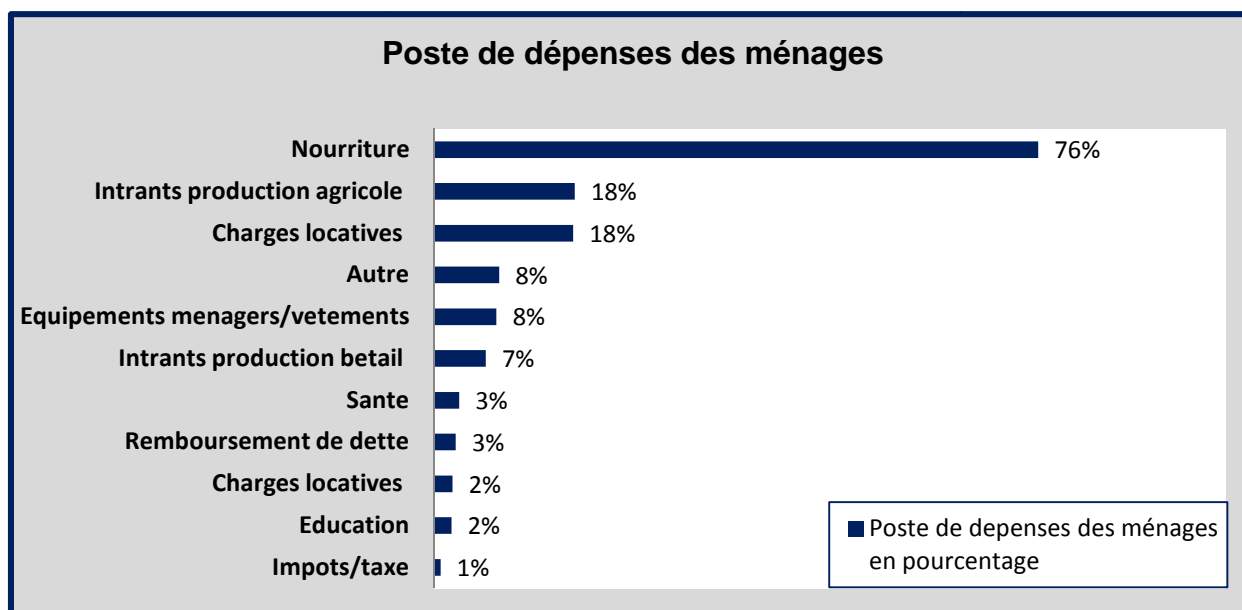


Structure des dépenses des ménages

Les dépenses en nourriture occupent une part très importante dans la structure des dépenses des ménages enquêtés dans la zone de Ménaka (76% des dépenses en moyenne).

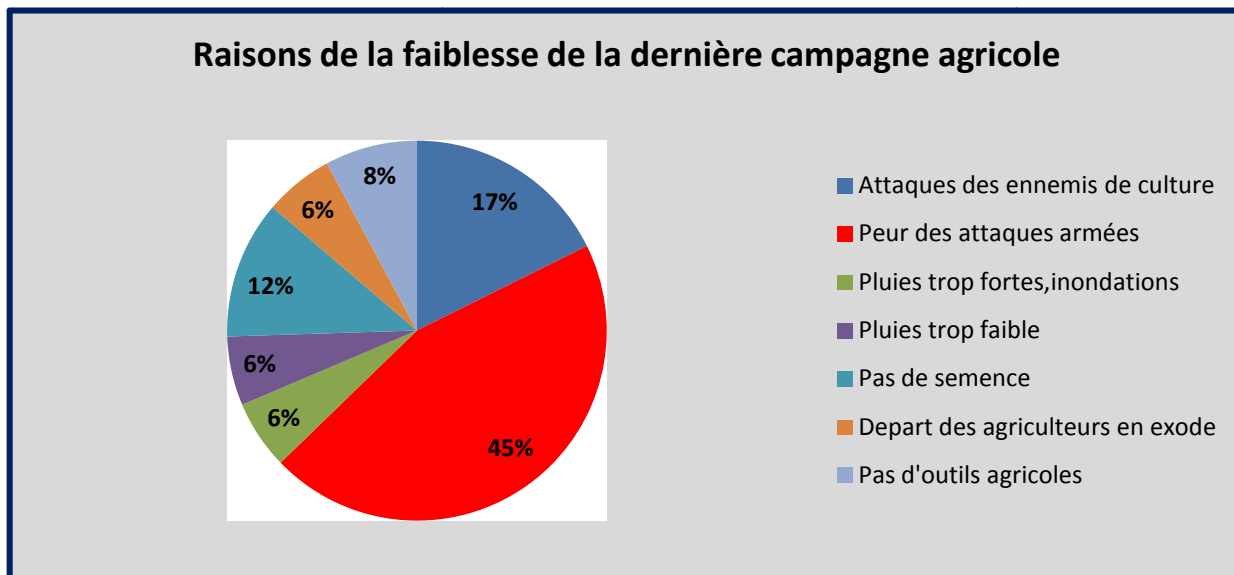
Cela peut s'expliquer par deux raisons principales :

- la majorité des répondants ont comme principale activité l'élevage, et achètent donc en grande partie la nourriture ;
- la dernière campagne agricole dans son ensemble n'a pas été satisfaisante pour les agriculteurs.



Activités agricoles et élevages

Le secteur agricole a été particulièrement touché par l'occupation de la zone par les groupes armés.. **37% des ménages ont affirmé que la campagne agricole 2012-2013 est plus faible que d'habitude ou inquiétante. On notera également que 45% des agriculteurs enquêtés avaient peur d'aller aux champs à cause de la présence de groupes armés.**



Les principales cultures pratiquées sont surtout le mil, le riz, le haricot, le sorgho et la pastèque. Les superficies moyennes emblavées sont de 2 hectares avec une production moyenne sur l'ensemble des surfaces cultivées pour la campagne 2012-2013 à 645Kg pour les céréales ; ces dernières sont destinées à 76% pour la consommation. Les outils agricoles les plus utilisés sont la houe et la hache. Cependant, parmi les ménages agriculteurs, 52% affirment ne plus avoir à leur disposition leurs matériels agricoles et les semences pour la campagne prochaine.

Parmi les 60 ménages enquêtés, 37 pratiquent l'élevage. Les pertes dans ce secteur sont très importantes (voir tableau ci-dessous présentant les pertes enregistrées). En moyenne 2 bovins, 6 moutons et 3 chèvres sont morts par ménage.

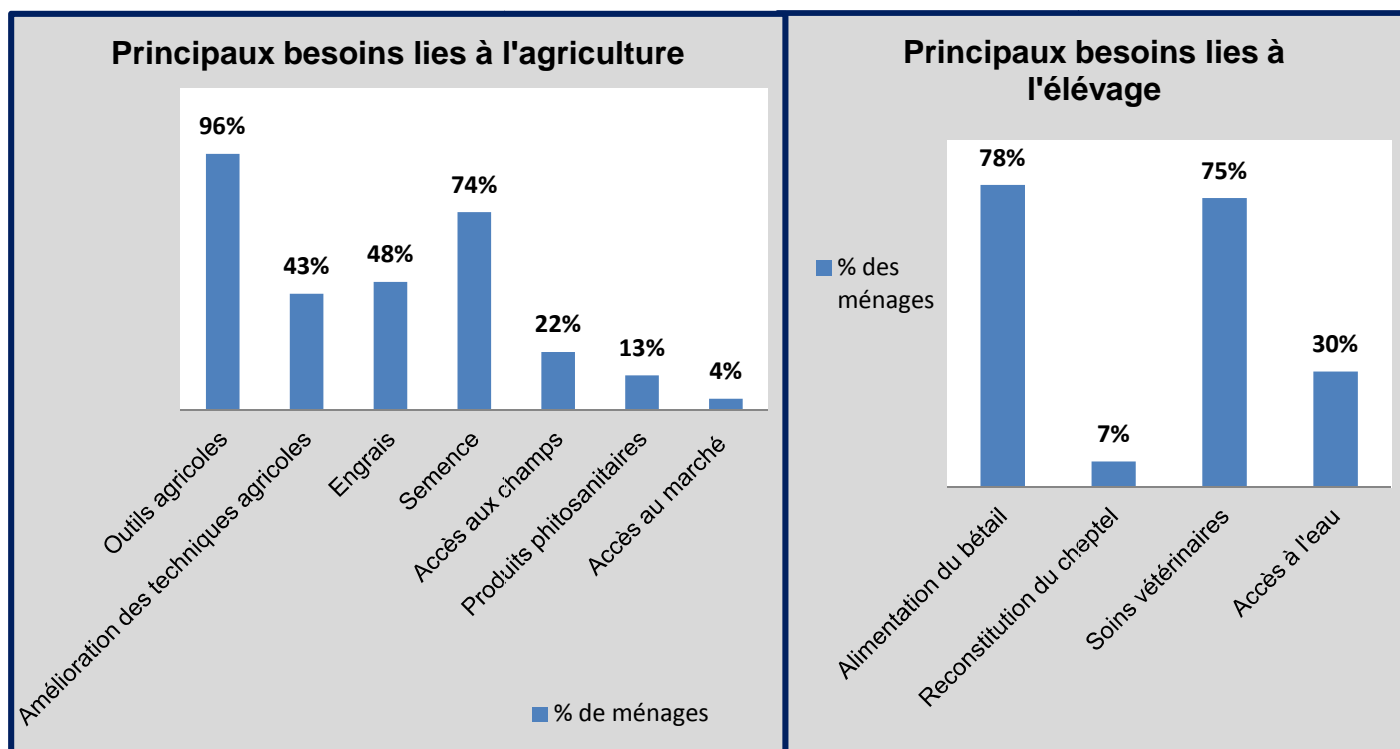
Type d'animaux	Caractéristiques	Moyenne
Bovins	Moyenne têtes/Ménages	2
	Morts (Moyenne/Ménage)	2
	Vendus (Moyenne/Ménage)	0
	Voles/tués (Moyenne/Ménage)	0
Moutons	Moyenne têtes/Ménages	8
	Morts (Moyenne/Ménage)	6
	Vendus (Moyenne/Ménage)	2
	Voles/tués (Moyenne/Ménage)	0
Chèvre	Moyenne têtes/Ménages	9
	Morts (Moyenne/Ménage)	3
	Vendus (Moyenne/Ménage)	2
	Voles/tués (Moyenne/Ménage)	0

Les besoins exprimés par les ménages agriculteurs enquêtés sont les outils agricoles (96% des ménages) et les semences (74% des ménages).

En ce qui concerne les besoins liés à l'élevage, les principaux besoins exprimés par les ménages enquêtés (pratiquant uniquement l'élevage ou l'agriculture et l'élevage) sont surtout l'alimentation du bétail (78% des ménages), les soins



vétérinaire (75% des ménages) et l'accès à l'eau (30% des ménages). Selon les enquêtés, l'accès aux soins vétérinaires et à l'alimentation du bétail est réduit depuis la crise, ce qui constitue un risque étant donné l'importance de l'élevage dans la zone.



Sécurité alimentaire

L'évaluation a permis d'identifier que **44% des ménages enquêtés ne consomment que 2 repas par jours et de façon plus inquiétante, 15% des ménages enquêtés consomment seulement un repas par jour**. L'achat de nourriture représente en moyenne 79% de la source d'approvisionnement en nourriture alors que l'autoproduction ne contribue qu'à hauteur de 14%. Les gestes de solidarité entre les populations (partage de repas notamment) représentent une part non négligeable dans les sources d'approvisionnement en nourriture (11% en moyenne).

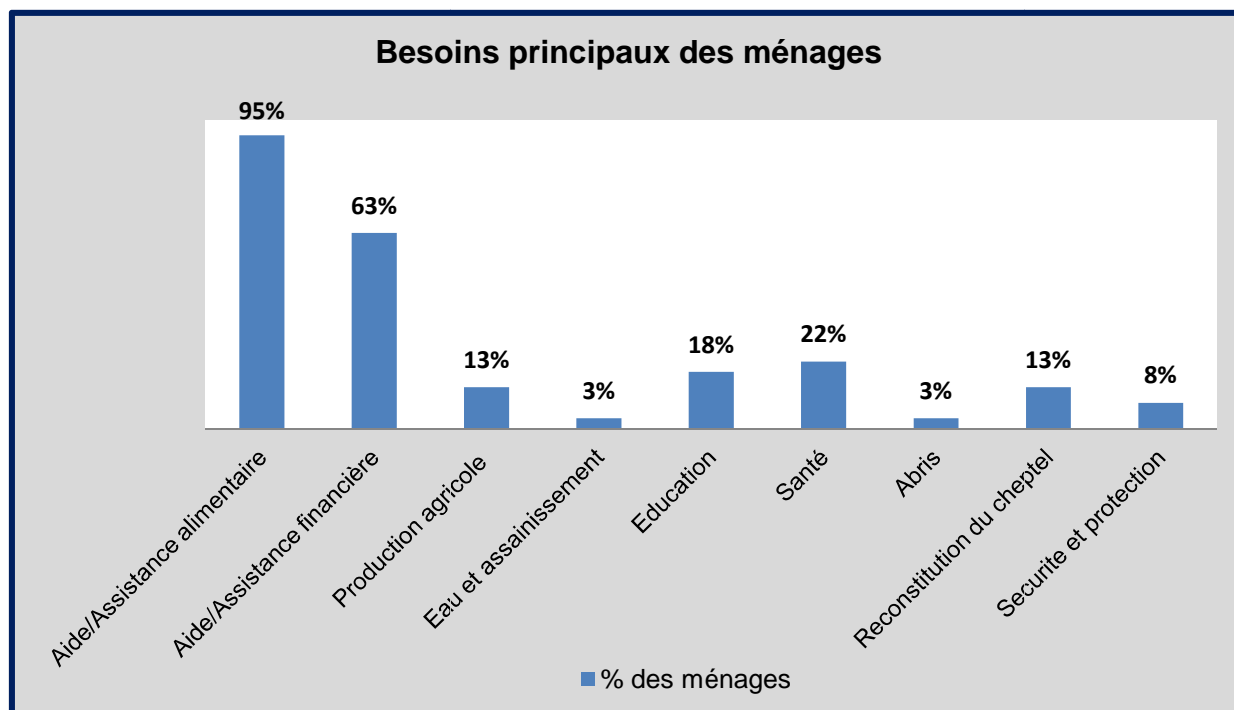
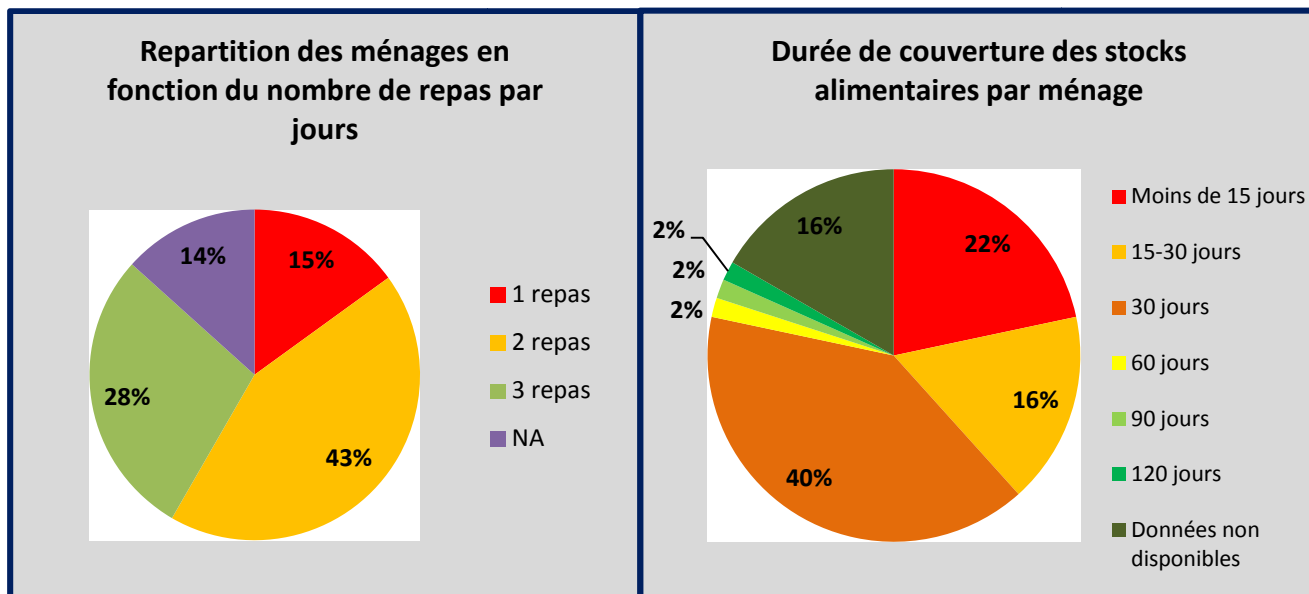
40% des ménages enquêtés indiquent que le stock alimentaire à leur disposition ne peut couvrir que 30 jours de besoins alimentaires, et 22% uniquement 15 jours. Seulement 2% de la population enquêtée est en mesure de s'alimenter avec le stock alimentaire à leur disposition pendant 4 mois. Le tableau suivant donne les différents types de denrée en stock au niveau des ménages. Les ménages disposent principalement en stock du mil et du riz. Ils disposent en moyenne de 100kg de Mil, 52Kg de riz.

Types de denrées en stock	Nombre de ménages concernés	Quantité moyenne en stock (Kg)
Mil	25	98
Riz	38	52
Fonio	7	143
Haricot	2	40
Semoule	6	22
Pois jaune	2	53



La majorité des ménages enquêtés ayant comme activité principale l'élevage, les quantités de stock moyen sont relative- ment faibles en raison de leur forte dépendance au marché pour leur approvisionnement en nourriture.

58% des ménages enquêtés ont affirmé avoir adopté des stratégies inhabituelles ces dernières semaines pour être en mesure de couvrir leurs besoins en nourriture. Les stratégies les plus adoptées sont la consommation de produits de moins bonne qualité et moins chère, l'achat de nourriture en empruntant de l'argent (dette) et l'emprunt de nourriture auprès des proches, amis ou famille. **Cela justifie que le premier besoin exprimé par les ménages est surtout l'assistance alimentaire (95% des ménages), suivi d'une assistance financière.**





3. CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS

Conclusions

L'évaluation menée dans la commune de Ménaka démontre une situation humanitaire complexe et fragilisée sur la zone du au conflit et aux mouvements de population qui ont eu lieu (mouvements internes au cercle et vers d'autres zones du Mali ou le Niger). Au niveau des infrastructures publiques et des services de base, des pillages, des actes de vandalisme et d'autres types de dégâts ont été notés. Certaines écoles et plusieurs centres de santé ne sont ou n'étaient plus fonctionnels lors de l'évaluation rapide. L'absence de certains acteurs étatiques empêche de remettre à niveau ces structures et la communauté sur place ne peut prendre en charge financièrement la remise en état de ces structures clés. Des acteurs tels que MDM-Belgique ont cependant commencé à réhabiliter les infrastructures de santé dans la ville de Ménaka (notamment le CS REF).

L'agriculture comme l'élevage semblent avoir été directement impactés par la présence de différents groupes armés sur la zone. Les personnes n'osant plus se déplacer pour aller aux champs ont réduit les travaux agricoles ce qui a affecté les rendements et le niveau de production agricole sur la zone. Ainsi, les mauvaises récoltes ne vont pas permettre aux ménages agriculteurs de conserver un niveau satisfaisant de semences et de stocks de denrées alimentaires. De plus, la baisse des récoltes engendrant une baisse des revenus des agriculteurs et la perte d'outils agricoles indiqués par les ménages auront comme répercussions des difficultés d'achats de ces intrants primordiales pour la saison agricole 2013-2014.

Les taux de mortalité du bétail sont très élevés dans la zone évaluée et constituent une source importante d'inquiétude. En effet, les éleveurs indiquent des taux de mortalité de 50% sur un an pour les bovins et de 30 à 40% pour les ovins et les caprins. L'accès aux soins vétérinaires est pratiquement impossible sur la zone depuis l'occupation des groupes armés. A ceci s'ajoute des problèmes structurels d'accès aux soins vétérinaire, d'accès à l'eau et d'alimentation du bétail en période de soudure pastorale.

En dehors des stocks de nourriture, la situation alimentaire n'est pas très favorable : 15% des ménages ne consomment qu'un repas par jour dans la zone enquêtée et 58% des ménages enquêtés ont affirmé avoir adopté des stratégies inhabituelles ces dernières semaines pour faire face à leurs besoins alimentaires. L'ensemble des prix des denrées de base a augmenté par rapport à l'année précédente ce qui a un impact négatif fort sur le pouvoir d'achat des populations très dépendantes du marché comme les éleveurs, les artisans ou les petits commerçants. L'ensemble des activités génératrices de revenus ont été fortement affectés par la situation dans la commune de Ménaka. Les artisans et petits commerçants ont vu leur niveau d'activité et donc leur revenu diminuer. Les agriculteurs ayant eu de mauvaises récoltes vont aussi devenir considérablement dépendants du marché dans les prochains mois. De plus l'approvisionnement des marchés est nul ou très limité d'après 92% des enquêtés. Dans ce cadre, il paraît logique que 95% des enquêtés indiquent comme besoin une aide alimentaire.

Recommandations

- Dans un premier temps, des distributions alimentaires de court terme pourraient être mises en œuvre suite aux déficits de disponibilité sur la zone d'après les enquêtés en attendant que le marché redevienne fonctionnel et adéquatement approvisionné.
- Ceci pourrait être couplé avec des transferts monétaires (coupons) pour stimuler des activités primaires telles que l'agriculture (semences, outils) et l'élevage (aliments bétail) afin de redynamiser l'artisanat et les activités commerciales sur la zone. Ceci peut être envisagé en fonction de la capacité du marché à absorber une forte demande. Une analyse plus poussée des marchés concernés devra être mise en œuvre afin de s'assurer que le marché puisse répondre à la demande de façon effective. Des mesures d'accompagnement pourraient être envisagées et développées.
- Un appui à la relance des activités vétérinaires semble aussi nécessaire au regard des niveaux de mortalité du bétail sur la zone en 2012. Par ailleurs, il paraît aussi pertinent de garantir un meilleur accès à l'eau pour le bétail, un besoin récurrent et structurel exprimé par 30% des éleveurs interrogés. Les forts taux de mortalité du bétail posent également la question d'une activité de reconstitution du cheptel pour les ménages ayant peu d'animaux.



- Au niveau des infrastructures, des appuis spontanés aux centres de santé et aux écoles pourraient être réalisés afin de remettre à niveau les bâtiments mais aussi à travers un appui dans le domaine de l'accès à l'eau et à l'assainissement, de la gestion des déchets.

Pour plus de détails

Contact : Lisa AUGEREAU, Responsable Développement de Projet, ACTED au Mali

Tél éphone: + 223 79274713

Email : lisa.augereau@acted.org